

ASS/GF/II/MG

2025-27

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 4 AVRIL 2025

OBJET : CONVENTION AVEC LE CNFPT RELATIVE À LA PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES – ANNEXE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 32	Date de la convocation : 28 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Dominique JOLIS, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à Mme Christine BÉNET, M. Dominique JOLIS à M. Michel MASUYER, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : William COMBES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20250404-2025-27-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 11/04/2025

Pour le Maire



Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au classement des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
Vu le projet de convention de la période de préparation au reclassement annexé ;
Considérant l'acceptation d'un agent, sur la période de préparation au reclassement ;

En complément de la procédure de reclassement prévue par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985, le fonctionnaire a droit à une période de préparation au reclassement (PPR). Cette période est prévue par l'article L. 826-2 al. 1 du Code général de la fonction publique qui dispose : « *Le fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions a droit à une période de préparation au reclassement, avec maintien du traitement, pendant une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif.* » La PPR a pour objet :

- De préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé, s'il y a lieu, en dehors de sa collectivité ou son établissement public d'affectation.
 - Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.
- Cette période peut être effectuée dans la collectivité d'affectation, ou en dehors de celle-ci.

La PPR peut comporter – dans l'administration d'affectation de l'agent ou dans toute administration ou établissement public mentionné au Code général de la fonction publique susvisé – des périodes de formation, d'observation et de mise en situation sur un ou plusieurs postes. La PPR repose sur l'établissement par convention d'un projet qui définit :

- Le contenu même de la préparation au reclassement
- Les modalités de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement
- La durée au-delà de laquelle l'intéressé présente sa demande de reclassement

Le projet de convention est élaboré et signé par :

- L'autorité territoriale
- Le Président du CNFPT (catégorie A+) ou du Centre de gestion de la fonction publique territoriale (catégorie A, B ou C)
- L'agent

Si l'agent effectue une période de préparation au reclassement en dehors de sa collectivité d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil sont associés à cette convention. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives au projet de mise en place d'une période de préparation au reclassement dont la convention et les avenants

2/ D'inscrire au budget 2025, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

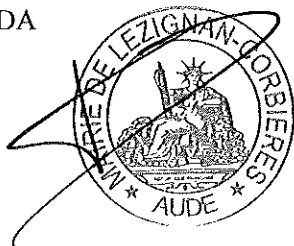
Et décide :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives au projet de mise en place d'une période de préparation au reclassement dont la convention et les avenants

2/ D'inscrire au budget 2025, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance
Guy VIVÈS

